

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 65

Excusés : 13

Absents : 2

REUNION DU 7 DECEMBRE 2020

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT**, le **LUNDI SEPT DECEMBRE** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **PREMIER DECEMBRE DEUX MILLE VINGT**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

<u>ETAIENT PRESENTS :</u>	Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. DESRUMAUX Denis, M. DRIEU Fleury, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABINE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MENDES Odette, Mme MEKKI Chérifa, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.
<u>EXCUSES</u>	Mme BELMOUDEN Fatima, Mme BOUR Patricia, Mme COLLET Marie-Claude, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. FERREIRA Lino, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, Mme LAGARDE Aude, M. MOULINNEUF Serge, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, Mme YOUSSEF Mélissa
<u>AYANT DONNE POUVOIR A</u>	Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. VAZ Micaël, M. GESELL Quentin, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BAILLON Jean-François, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. LAGARDE Jean-Christophe, M. PRUNIER Gérald, M. BOUMEDJANE Karim, Mme VERTE Monique, M. CHAUSSAT Jacques, M. BLANCHET Stéphane
<u>ABSENTS</u>	Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme BENAMMOUR Mériem
<u>SECRETAIRE DE SEANCE</u>	M. ASENSI François

DELIBERATION N°166 – HABITAT – MISE EN ŒUVRE DE L'AUTORISATION PREALABLE DE MISE EN LOCATION (PERMIS DE LOUER)

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de M. Anthony MANGIN,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L635-1 à L635-11 et L634-1 à L634-5,

Vu la loi Elan permettant de déléguer la mise en œuvre et le suivi des dispositifs de déclaration de mise en location et d'autorisation préalable de mise en location, aux communes qui en font la demande,

Vu le décret n°2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes d'autorisation préalable de mise en location,

Vu la délibération du 7 décembre 2018 du conseil de métropole portant définition de l'intérêt métropolitain en matière d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre,

Vu le Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées,

Vu le Programme local de l'habitat de la communauté d'agglomération de l'aéroport du Bourget,

Considérant les données du parc privé potentiellement indigne issues du Plan départemental de lutte contre l'habitat indigne de Seine-Saint-Denis 2018-2021,

Considérant la nécessité d'enrayer le processus de déqualification du bâti et de lutter contre toutes formes de mal-logement en recourant à des actions préventives et coercitives permettant de sanctionner tous contrevenants,

Considérant que la mise en œuvre de ces dispositifs de proximité doit se faire à l'échelle communale pour être plus efficace,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20201207-166-07-12-2020-DE
Date de télétransmission : 21/12/2020
Date de réception préfecture : 21/12/2020

Considérant la saisine de la commune de Drancy par courrier en date du 2 novembre 2020, précisant la nature du dispositif à mettre en œuvre, les périmètres d'intervention et la demande de délégation de mise en œuvre et de suivi dudit dispositif,

Considérant que l'objectif de ce dispositif est de rendre obligatoire pour les propriétaires bailleurs dont les logements ne sont pas conventionnés, la demande d'autorisation préalable de mise en location,

Considérant que le dispositif d'autorisation préalable de mise en location doit entrer en vigueur dans un délai minimal de six mois à compter de la publication de la délibération l'instaurant et que la délibération exécutoire doit être transmise à la Caisse d'Allocations Familiales et à la Caisse de Mutualité sociale agricole,

Considérant que lorsqu'une personne met en location un logement sans remplir cette obligation de demande d'autorisation préalable, le Préfet peut, après avoir informé l'intéressé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé, ordonner le paiement d'une amende d'un montant maximal de 5 000 € versée à l'Agence Nationale de l'Habitat.

Après en avoir délibéré :

- **Met en place** le dispositif d'autorisation préalable de mise en location, au regard de la demande de la commune de Drancy,
- **Dit** que sur la commune de Drancy est mis en place l'autorisation préalable de mise en location sur la zone pavillonnaire référencée UG dans le plan local d'urbanisme et selon la cartographie présentée en annexe,
- **Décide de déléguer** à la commune la mise en œuvre et le suivi de l'autorisation préalable de mise en location,
- **Dit** que la ville de Drancy adressera à l'EPT Paris Terres d'Envol un rapport annuel sur l'exercice de cette délégation,
- **Dit qu'il** sera possible d'utiliser la voie électronique pour effectuer auprès de la commune les demandes relatives à ces dispositifs,
- **Dit** que le dispositif d'autorisation préalable de mise en location entrera en vigueur six mois à compter de la publication de la présente délibération,
- **Dit** que la présente délibération sera transmise à la Caisse d'allocations familiales et à la Caisse de mutualité sociale agricole,
- **Dit** que le non-respect du dispositif exposera tout contrevenant aux poursuites et sanctions prévues par les lois et règlements,
- **Autorise** le Président à signer tout document relatif à ce dispositif.

Adopté à l'unanimité

Le Président
Bruno BESCHIZZA



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20201207-166-07-12-2020-DE
Date de télétransmission : 21/12/2020
Date de réception préfecture : 21/12/2020